

Discours de Cédric Wermuth

Seules les paroles prononcées font foi

C'est devenu un lieu commun, mais il me semble important de le rappeler une nouvelle fois, en ce début de campagne contre l'initiative du chaos de l'UDC, comme condition-cadre essentielle : nous traversons actuellement une période de bouleversements géopolitiques. Dans ce contexte, l'initiative de l'UDC est encore plus dépassée qu'elle ne l'était déjà. Elle entraîne l'une des expériences démographiques les plus radicales et les plus extrêmes qu'ait connues l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Sur au moins trois plans géopolitiques, cette initiative constitue une attaque frontale contre la Suisse :

- **Attaque frontale contre les relations avec l'Europe :** l'initiative du chaos de l'UDC impose la résiliation des accords bilatéraux avec l'Union européenne et plonge ainsi notre pays dans le chaos. Lorsque la Suisse atteindra 9,5 millions d'habitants, les Bilatérales I et II devront être dénoncés. Nous atteindrons ce seuil dans quelques années, il ne manque plus que 4 % de croissance démographique. À partir de ce moment, l'initiative obligera le Conseil fédéral et le Parlement à prendre des mesures dans le domaine de l'asile et du regroupement familial. Ni les restrictions en matière d'asile ni celles concernant le regroupement familial en provenance de pays tiers ne sont suffisantes en termes de chiffres. C'est pourquoi le regroupement familial des citoyennes et citoyens de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre-échange serait automatiquement concerné. Concrètement, cela signifie que l'aide-soignante allemande qui travaille chez nous dans une maison de retraite ne pourra plus faire venir sa petite fille en Suisse. Ce serait une rupture manifeste avec l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE et cela entraînerait, en raison de la clause guillotine, la résiliation de tous les accords bilatéraux. Nos relations avec l'Europe seraient détruites. La Suisse s'isolerait en Europe. À une époque où Trump mène une guerre économique contre l'Europe et la Suisse, c'est extrêmement dangereux. La Suisse a plus que jamais besoin de relations stables avec ses voisins.
- **Attaque frontale contre les fondements de notre prospérité :** En tant qu'économie ouverte, la Suisse dépend des échanges avec l'étranger. Le marché du travail, ouvert aux travailleuses et travailleurs de l'Union européenne, est notamment essentiel pour notre prospérité, notre service public et nos institutions sociales. Cette ouverture serait radicalement menacée dès midi le jour du scrutin si l'initiative était acceptée. La grande incertitude qu'entraînerait la mise en œuvre de l'initiative aurait, de toute évidence, un impact considérable sur les choix de vie de centaines de milliers de personnes qui vivent ou travaillent déjà ici, ou qui envisagent de s'y installer. Qui voudrait sincèrement devoir composer avec une telle incertitude ?

- **Troisièmement, l'initiative isolerait la Suisse bien au-delà de l'Europe.** Qui voudrait entretenir des relations stables avec un pays qui, aux yeux de l'opinion publique mondiale, rompt ses engagements envers ses principaux partenaires et pourrait même être amené à dénoncer sans raison et de manière unilatérale des accords fondamentaux du droit international ? Aucun groupe d'États n'est aussi dépendant de la fiabilité des accords internationaux que le groupe des petites économies ouvertes. C'est précisément la Suisse, siège de l'ONU, qui susciterait alors de sérieux doutes quant à sa fiabilité.

Quiconque s'obstine à soutenir une telle initiative, surtout dans les circonstances actuelles, risque d'isoler radicalement la Suisse — à une époque où la stabilité géopolitique et économique est précisément plus importante que jamais.